

CIRCULAIRE DU 29 JANVIER 1982
relative à la présentation des décrets relatifs à la situation
individuelle des fonctionnaires.

Paris, le 29 janvier 1982.

Le Premier ministre

à

Mesdames et Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat.

Un nombre important de décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires relève du Président de la République et fait, en conséquence, l'objet de décrets soumis à sa signature. Il en est ainsi, non seulement des mesures nominatives adoptées en conseil des ministres, mais également de nombreuses autres mesures individuelles concernant notamment les membres des corps dont le recrutement est normalement assuré par l'école nationale d'administration, les magistrats de l'ordre judiciaire, les officiers, les professeurs de l'enseignement supérieur et les ingénieurs des grands corps techniques.

Or, j'ai pu observer que certains ministères établissent autant de décrets que de mesures individuelles, ce qui entraîne, dans de fortes proportions, la multiplication des signatures. Aussi, dans un souci de simplification des procédures administratives, et donc d'efficacité et de rapidité, je vous demande, chaque fois que cela sera possible, de regrouper en décrets collectifs toutes les mesures à caractère nominatif de même nature, concernant les personnes appartenant à un même corps et dont l'élaboration requiert une procédure identique.

Vous voudrez bien inviter vos services à mettre immédiatement en application les présentes instructions.

Pour le Premier ministre et par délégation :
Le secrétaire général du Gouvernement,
MARCEAU LONG.

